

POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL, OUVRIER MARXISTE-LENINISTE ET DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES

MANIFESTATIONS

Samedi 26 juin 9h30 à Mairie d'Ivry et 16h30 à Nanterre ville (RER)

Dimanche 27 juin 10h au métro Basilique à St-Denis

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 19
dimanche 20
juin 1976

No 513
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Italie

UNE LOURDE ECHEANCE

Chacun sait que les élections italiennes des 20 et 21 juin prochain dépassent largement par leur importance le cadre italien. L'instabilité politique de la bourgeoisie italienne, de plus en plus hésitante face à la crise économique, et l'avancée progressive ces dernières années des forces pro-soviétiques (notamment le PCI et les groupes «gauchistes») font que les élections italiennes ont valeur de test pour l'Europe du Sud et la France. Test aux lourdes conséquences : puisqu'il s'agit d'une part de savoir si la bourgeoisie en Europe de l'Ouest recourra ou non aux services contre-révolutionnaires des révisionnistes pour mater les masses populaires, d'autre part de savoir si à cette occasion, le social-impérialisme accentuera sa pression en Europe de l'Ouest face aux Etats-Unis. En ce qui concerne la tendance à recourir aux révisionnistes pour gouverner «en paix», voici une phrase qui en dit long d'un candidat de la Démocratie chrétienne, le vice-président de Fiat. Opposé à un partage du gouvernement avec le PCI, Agnelli n'en reconnaît pas moins : «Il n'est pas possible de trouver une solution à la crise de l'Italie sans une concertation avec les communistes» c'est-à-dire la clique révisionniste de Berlinguer. Il faut dire, il est vrai que celle-ci met le paquet comme on dit. Au cours d'un meeting-débat qui vient de se tenir à Perouse en Ombrie, Pietro Ingrao, membre du Bureau politique du PCI considéré par la presse italienne comme un «dur» a déclaré : «Il n'est pas question de nationaliser les petites ou moyennes entreprises et mon parti est même prêt à collaborer avec les grands consortiums à condition que ceux-ci renouvellent et deviennent efficaces.» Blum en rougit dans sa tombe, y aurait-il donc gérant loyal plus loyal que lui ? Des communistes qui invitent les trusts à être efficaces !

(suite page 2)

Puissantes révoltes des populations noires en Afrique du Sud

A L'ASSAUT DU RACISME

Un souffle puissant secoue depuis trois jours la terrible dictature qu'exerce sur les populations noires d'Afrique du Sud (Azanie), la clique fasciste et raciste de Prétoria. Les masses populaires sud-africaines se révoltent et montent à l'assaut de l'apartheid.

Tout est parti du refus des élèves de l'enseignement technique de se voir imposer l'Afrikaans — langue des oppresseurs — comme langue d'enseignement. Cette nouvelle mesure a fait croître la haine qu'ils vouent au racisme bestial de la classe dominante. Elle a transformé cette haine profonde en révolte et a engagé la masse des élèves africains de l'enseignement technique dans la lutte. Mercredi matin, les élèves descendaient dans la rue à Soweto, dans la banlieue de Johannesburg. La police intervenait aussitôt. Des affrontements éclataient au cours desquels un élève âgé de 13 ans, Hector Peterson, était tué par balle par les forces de répression, et un autre, blessé.

Bientôt des lycéens descendaient à leur tour dans la rue. Puis tout l'après-midi les rangs des manifestants allaient se grossir d'habitants de Soweto. Jamais auparavant, nous dit-on, un mouvement de masse ne s'était manifesté au grand jour avec une telle intensité. Toute la nuit les affrontements se poursuivaient avec les forces de police. Les manifestants tenaient en respect les bandes armées racistes en allumant des incendies. Des trains étaient démontés. Une école prenait feu. Au cours de la nuit des dizaines de manifestants étaient tués — plus de 50 selon certaines sources — et plus de 250 étaient blessés. La police arrêtait également 150 personnes.

Jeudi matin, l'armée en tenue de combat entourait la ville. Certains détachements avaient pris place près



(photo AFP)

de la centrale électrique. Des commandos de l'armée étaient mobilisés dans le cadre d'une alerte au «premier degré». Plus de 1 200 policiers, équipés de véhicules blindés, de mitraillettes, de fusils automatiques et de grenades lacrymogènes, étaient postés dans la ville, particulièrement aux points stratégiques. Des unités spéciales de «lutte contre la guérilla urbaine» étaient dépêchées sur les lieux.

LA FAILLITE DE LA RÉPRESSION

En dépit de ce formidable déploiement de forces, les manifestations reprenaient. Les manifestants attaquaient les bâtiments administratifs, symboles de la dictature raciste. Ils y mettaient le feu. Tous ont été détruits ou presque. Régulièrement des hélicoptères militaires atterrisaient dans la cour du commissariat dont les forces de répression avaient fait une de leurs bases. Les hélicoptères chargeaient des cargaisons de grenades lacrymogènes et repartaient dans les différents points de la ville. Ininterrompu, le «bombardement» devait pourtant rester inefficace, le vent chassant les gaz lacrymogènes.

(Suite page 2)

Inde

La détention sans motif passe à 24 mois

A quelques jours du premier anniversaire de la mise en application de l'état d'urgence, le président de la république indienne, M. Fakhuddin Ali Ahmed, a publié mercredi une ordonnance qui modifie la loi sur le maintien de la sécurité intérieure et permet au gouvernement de détenir pendant deux ans toute personne sans lui fournir les motifs de la détention.

L'ordonnance qui entre immédiatement en application double le délai prévu par la loi qui permettait la détention pendant un an de toute personne sans avoir à lui fournir les motifs de la détention.

(Suite page 2)

La délégation du FRETILIN à Paris

DES INFORMATIONS PRÉCIEUSES

Jeudi soir à Paris, la délégation du Front révolutionnaire de libération nationale de Timor-oriental, conduite par le ministre des Affaires étrangères et de l'Information de la République démocratique de Timor-oriental, participait à un meeting-débat organisé à Paris par le comité d'accueil français.

C'est devant un public attentif que fut projeté un film sur l'agression indonésienne contre Timor-Est et sur la résistance populaire à cette agression. A la suite de ce film qui permettait de connaître un peu mieux la lutte du peuple de Timor si lointain de la France, devait se tenir un intéressant débat. Répondant à des questions qui lui étaient posées par diverses personnes, Ramos Horta, chef de la délégation du FRETILIN, devait donner de nombreux éléments précieux sur la situation actuelle dans la région de Timor. Il devait notamment expliquer qu'après la chute du gouvernement Salazar au Portugal, le Mouvement des forces armées portugaises avait refusé de reconnaître le FRETILIN. Complotant avec l'Indonésie contre l'indépendance véritable de

Timor-Est le MFA soutenait un mouvement à la solde de l'Indonésie. Mais le soutien du peuple de Timor-Est allait au FRETILIN. Furieux de leur insuccès dans l'annexion discrète de la partie orientale de l'île, les généraux indonésiens se lançaient alors dans une barbare agression quelques heures après la visite de Ford à Djakarta, la capitale indonésienne. Pourquoi cette agression ? Selon Ramos Horta la CIA aurait organisé cette agression de façon à placer en difficile position la clique Suharto, trop liée aux impérialistes japonais, et la remplacer par une clique plus fidèle. De fait, les contradictions sont à l'heure actuelle, intenses dans les milieux dirigeants indonésiens, à tel point que des unités indonésiennes se sont mutuellement tirées dessus lors du débarquement indonésien à Timor. La situation sur le terrain est mauvaise pour les Indonésiens en dépit de l'armée puissamment équipée qu'ils ont mise en branle et en dépit des massacres barbares perpétrés contre la population.

(Suite page 3)

URSS

PLUS FEROCÉ EST L'OPPRESSION,
PLUS VIOLENTE EST LA REVOLTE

Malgré la censure féroce exercée par les dirigeants du Kremlin sur les informations qui filtrent à l'extérieur, quelques faits significatifs de la colère du peuple soviétique ont été connus récemment.

Il se confirme qu'à Léningrad, 20 000 ouvriers d'une usine d'équipement télégraphique ont déclenché une grève sur le tas le jour de l'ouverture du 25e Congrès du parti révisionniste soviétique. L'armée et la police sont intervenues et les dirigeants de la grève ont été arrêtés et lourdement condamnés.

Récemment à Riga (Lettonie) et Irkoutsk (Sibérie) des grèves ont été déclenchées ainsi que des sabotages de la production par les ouvriers. Les masses populaires révoltées ont cassé les vitrines des magasins dans le sud de l'URSS, à Rostov, et à Kiev (Ukraine).

Déjà depuis le début de l'année, incendies et explosions se sont succédés dans Tbilissi, capitale de la Georgie. Des magasins ont été incendiés, des villas de riches fonctionnaires ont sauté. Le peuple georgien manifeste ainsi son refus de la politique de russification forcée

entreprise par Brejnev.

L'ensemble du peuple soviétique est touché, dans ses conditions de vie et de travail par l'exploitation capitaliste forcée de la nouvelle bourgeoisie soviétique, exploitation qui se fait encore plus brutale avec la politique de surarmement forcé qu'elle applique.

Au nom de «l'amélioration du rendement et de la qualité des produits», l'intensité du travail augmente dans les entreprises soviétiques, entraînant des manifestations de colère ouvrière de plus en plus fréquentes.

Dans les régions de mino-

rités nationales, les peuples résistent à la politique chauvine de Moscou, qui prétend leur interdire l'exercice de leur langue et de leur culture.

Les nouveaux tsars s'inquiètent de cette situation et, tout en resserrant leur étouffement sur le peuple soviétique, ils s'efforcent d'empoisonner et de paralyser sa conscience par un flot de propagande révisionniste.

Mais plus féroce est l'oppression, plus violente est la révolte. Celle du peuple soviétique commence à se faire entendre.



Des conditions de vie misérables pour le peuple... (photo de gauche) ... l'abondance et le luxe pour la bourgeoisie révisionniste qui prépare la guerre (photo de droite).

Puissantes révoltes des populations
noires en Afrique du Sud

A L'ASSAUT DU RACISME

(Suite de la page 1)

Le grand hôpital de Baragwanath, réservé aux Africains, était assiégé par la police qui cherchait à empêcher les manifestants d'approcher, à coups de grenades lacrymogènes. En début d'après-midi, les travailleurs hospitaliers africains sortaient sur le perron et brandissant le poing, exprimaient leur solidarité avec les manifestants. Dans la soirée, les derniers bâtiments administratifs étaient incendiés. Les affrontements entre les manifestants et les policiers, dont les effectifs avaient encore été renforcés, se poursuivaient.

Dans la ville même de Johannesburg des affrontements violents avaient opposé toute la journée des étudiants blancs solidaires de la lutte des populations noires et la police du régime d'apartheid. Plusieurs d'entre eux avaient dû être hospitalisés. Auparavant ces étudiants, de l'université de Witwatersrand, avaient manifesté au nombre de plusieurs centaines en portant des cer-

cueils en carton peints en noir et en brandissant des banderoles dénonçant les assassinats commis la veille par la police contre les élèves du technique.

D'autres manifestations avaient également lieu dans la banlieue de Johannesburg comme à Kempton Park, dans une citée peuplée de Métis, Lenasia ; mais aussi dans le quartier de Kagiso, à Krugersdorp, à 25 km de Soweto... Les étudiants du Cap pour leur part avaient décidé d'organiser une manifestation vendredi.

PLUS DÉTERMINÉS
ENCORE QUE LE
21 MARS 1960

Aujourd'hui, devant la flambée des luttes qui ébranlent le système bestial de l'apartheid, chacun se souvient du 21 mars 1960. Ce jour-là à Sharpeville, la population noire manifestait en masse contre le port obligatoire de papiers d'identité discriminatoires. La police était inter-

venue. Soixanteneuf manifestants étaient tombés sous ses balles criminelles. Chacun se souvient de cela — comment oublier pareil crime ? — mais aujourd'hui le mouvement a une autre ampleur ! Cette fois la révolte s'est emparée de l'immense ville-dortoir de Soweto, qui compte à elle seule 3 fois plus d'habitants que la ville de Johannesburg réservée aux blancs. Et le mouvement de lutte s'étend. La population noire compte 16 millions de personnes contre 4 seulement pour les blancs, sur tout le territoire. Un commentateur ostensiblement raciste de l'agence France-press cachait mal jeudi soir son inquiétude : «Ving-quatre heures de confrontation auront suffi à poser en Afrique du Sud la question réservée jusqu'alors à la Rhodésie de M. Ian Smith : le petit îlot blanc du bout de l'Afrique tiendra-t-il contre la formidable poussée du mouvement noir ?» !



Pour notre part, nous sommes certains que non, monsieur, et nous nous en réjouissons !

Et puis le mouvement n'est pas seulement plus massif. Il va aussi beaucoup plus loin. En témoigne ce que disait jeudi un résident de Soweto : «A Sharpeville, nous avons brûlé nos laissez-passer, aujourd'hui nous brûlons les bureaux qui les délivrent, et ce sont des jeunes qui étaient peut-être à peine nés au moment de Sharpeville qui les incendient».

Jusqu'à-là, soumise à d'innombrables mesures de répression et de discrimination raciale, il est sûr que la population noire d'Afrique du Sud finira par chasser la clique colonialiste et fasciste de Prétoria, et qu'elle fera crever la bête immonde du racisme. Ainsi que l'a déclaré jeudi soir l'OUA : «la force des armes ne peut pas freiner la marche de la libération en Afrique du Sud».

Liban
Arafat remercie
l'Arabie Saoudite

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, s'est félicité de «la compréhension qu'il a trouvée auprès des dirigeants saoudiens» au cours d'une déclaration à l'agence saoudienne d'information.

Evoquant ses entretiens avec le roi Jhaled et le prince héritier Fahd Ibn Abdel Aziz, le président du CE-OLP a indiqué que ces entretiens ont été «d'une importance particulière» et ont mené «à des résultats positifs». Il a précisé que «les points de vue étaient concordants, sur les efforts à déployer pour apaiser la tension au Liban».

Après avoir fait l'éloge du rôle joué par l'Arabie saoudite pour trouver une issue «à l'épreuve que traversent les peuples palestinien et libanais», Y. Arafat a parlé des décisions prises par le Conseil de la Ligue arabe à propos de la crise libanaise. «Ces décisions, a-t-il déclaré en conclusion, ont démontré la nécessité d'arrêter les combats... La solution doit être libanaise et elle doit être prise sous l'égide du président élu, M. Elias Sarkis».

Qui tire les ficelles ?

L'exécution de l'ambassadeur américain à Beyrouth vient d'être revendiquée par une obscure organisation jusqu'ici inconnue. Désavouée par l'ensemble des parties en conflit au Liban, il est à noter qu'elle intervient au moment où la médiation arabe laisse entrevoir une possibilité de négociations politiques dans ce pays.

L'ensemble de la presse libanaise s'accorde à voir dans cet acte une tentative délibérée d'entraver le processus de règlement de la crise libanaise.

L'attitude prudente adoptée par Ford dément la thèse qui verrait dans cet acte une provocation de la CIA destinée à justifier une intervention armée des USA. Il n'est pas difficile par contre de situer l'autre force politique qui a intérêt à relancer la division au Liban !

Chypre
La négociation s'impose

Malgré des difficultés de dernière minute, le conseil de sécurité de l'ONU vient d'adopter une résolution qui prolonge de 6 mois, jusqu'au 15 décembre 1976, le mandat de la force de l'ONU à Chypre. Elle réaffirme les résolutions du Conseil de sécurité de 1974 et 1975 faisant appel à des négociations intercommunautaires pour le règlement du problème politique de Chypre et proclame la nécessité du respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'île.

Inde
La détention sans motif
passe à 24 mois

(Suite de la page une.)

A la fin de mars 1976, 2 000 personnes étaient détenues aux termes de cette loi.

Selon l'opinion publique indienne le KGB n'est pas étranger au plan d'arrestations massives opérées il y a un an. Puissance expansionniste de la région, utilisée et encouragée par l'URSS, l'Inde n'a rien à envier aux pires régimes fascistes soutenus par Washington.

Italie :
De lourdes échéances

(Suite de la page une.)

Pourtant le PCI n'a pas convaincu sur son autonomie politique par rapport à Moscou : il a beau faire, même accepter de rester dans l'OTAN, rien n'y fait : nombreux sont ceux qui discernent le parti que Moscou tirerait d'une victoire électorale d'un PCI qui est l'apôtre de la «détente». Les révi-

Quand on pense que l'appareil de propagande des révisionnistes russes et de leurs «partis frères» veut présenter l'Inde comme un modèle à suivre pour les pays du tiers monde ! Quant au gouvernement français et à son premier ministre qui déclarait, voici pas si longtemps en Inde, partager les conceptions d'Indira Gandhi en matière de gouvernement on attendra sans doute longtemps qu'il se dédise !

sionnistes soviétiques, bien sûr, sont agacés par les exigences de la «droite» italienne qui pousse le PCI à donner des gages antisoviétiques, mais ils n'en misent pas moins sur un succès de la clique Berlinguer comme en témoigne les Izvestia, organe d'intoxication publique des révisionnistes soviétiques.

nouvelles intérieures

APPEL DE CINEASTES POUR LA LIBERATION DES EMPRISONNES POLITIQUES

A l'occasion des Rencontres européennes de Stockholm qui se sont déroulées du 8 au 12 juin, de nombreux cinéastes de différents pays ont signé l'appel suivant :

« Depuis plusieurs mois, l'État français multiplie les emprisonnements de militants syndicalistes ou politiques : c'est le cas du Corse E. Siméoni, du viticulteur Albert Teisseyre, des soldats en décembre dernier, et aujourd'hui, de militants marxistes-léninistes de Lorient dont Romain Le Gal. Il accentue les mesures de répression contre les militants ouvriers syndicalistes et contre les étudiants, il expulse des travailleurs immigrés pakistanais et des Sonacotra, il interdit le FRAP...

Ces emprisonnements, ces mesures répressives, ces expulsions sont une attaque menée contre les luttes populaires qui bouillonnent aujourd'hui dans 200 usines occupées, dans le Midi viticole et en Corse, dans le monde étudiant et lycéen.

Par ces mesures de répression, c'est l'ensemble du mouvement populaire que le courant veut casser.

Déjà, un courant de lutte contre la répression se dessine, déjà des comités de soutien pour la libération de tel ou tel détenu politique se sont créés ici ou là. Tout cela peut et doit converger dans un grand mouvement d'ensemble à l'offensive, au cœur des luttes ouvrières et populaires.

- Pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux
- Pour la levée de toutes les inculpations
- Pour la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat
- Contre l'interdiction du FRAP et du PCMLF

Wenche Blomberg, critique, Norvège
Doenja Verwey, cinéaste, Hollande
Linda Dove, cinéaste, Angleterre
May Darin, télévision suédoise, Suède
Christina Olofson, télévision, Suède
Sander, metteur en scène, Berlin-Ouest
Maurice Bulbulian, cinéaste, Québec
Luc Jabon, unité de distribution, Belgique
Vandenborne, Cinélibre, Belgique
Daniel Lehman, Cinélibre, Belgique
Thierry Coene, unité de distribution, Belgique
Jacqueline Ruben, unité de distribution, Belgique
Robbe de Hert, « Fugitive cinéma », Belgique

Abel Thierry, Cinélibre, Belgique
Leonard Henny, cinéaste, Hollande
Silvano Agosti, cinéaste, Italie
Hélène Karlsson, Peoples cinema, Suède
Hanns Eerikainen, film contact, Finlande
Jan Rofekamp, « Fugitive cinéma », Pays-Bas
Fernando Matosilva, « Cinequipa », Portugal
Solveig Seixas Santos, « grupo zero », Portugal
Holmquist, « Film Centrum », Suède
Alice Walldius, vidéobandet, Suède
Louissette Farienaux, enseignante filmologie, France

Plaintes et révélations se succèdent accusant les flics dans le Sud-est

Gros bras dans les commissariats

La sécheresse n'y est sans doute pour rien... Toujours est-il que les façades des gendarmeries de la région du Var continuent de se lézarder dangereusement. Et le passant peut y voir avec quel zèle les flics veillent sur sa « sécurité ».

Il y a eu René Adolphe, ce ferrailleur de Bandol, dont la photo, de dos, est passée dans tous les journaux montrant combien peuvent être profondes les cicatrices consécutives à un « interrogatoire » poussé, avec conscience, au fond des choses. Il y a eu ces deux jeunes gens qui ont porté plainte contre les flics de Saint-Cyr qui avaient poussé l'amour du métier jusqu'à les matraquer brutalement, provoquant chez l'un et l'autre de sérieuses blessures.

Mais ce n'est pas tout. Dans le coin, on commence à parler d'un Algérien, accusé de vol, qui serait tombé dans le coma pendant 2 jours à l'issue d'un « questionnaire » par trop détaillé. Non loin de là on connaît également un gosse qui, pris en train de chaparder dans un grand magasin, aurait été conduit prestement au poste et en serait sorti avec quelques dents en moins pour aller s'offrir 3 semaines d'hôpital. D'autre brebis du ministère de la répression se seraient encore égarées à Marseille et auraient eu recours à la matraque pour aider deux suspects à se sou-

venir — cette affaire qui a fait l'objet d'une plainte est actuellement en cours d'instruction à Montpellier.

Les gros bras sévissent dans les commissariats. Mais il est aussi des notabilités qui se chargent de trouver du monde pour leur prêter main forte. Et au passage, on en apprend de pas mauvaises sur le compte de la municipalité de Bandol. L'on vient par exemple de révéler que le premier adjoint au maire, Roger Charles, Républicain indépendant convaincu — celui-là même qui s'était bagarré voici 2 ans pour obtenir le renforcement des effectifs de la gendarmerie — vient de passer quelques jours à l'ombre.

Propriétaire de la plupart des « night clubs » de la ville, il avait décidé d'y faire des profits mais... dans « l'ordre ». Et il y a trois mois l'un de ses videurs de discothèque a tout simplement tiré sur des clients, histoire de se faire respecter un peu. Il en a tué un, Jean Alexis, et blessé deux autres. Son patron lui avait remis une carabine 22 long rifle : « servez-vous en en cas de nécessité, vous serez couverts... ». Le videur a été écroué récemment et Roger Charles a suivi le même chemin la semaine dernière pour complicité d'homicide involontaire. Mais, « bizarrement », les portes de la Maison d'arrêt de Toulon lui ont rendu la liberté le 15 juin au soir...

Déols

LA SNIAS OCCUPEE

Les 560 travailleurs qu'emploie la SNIAS à Déols ont commencé jeudi après-midi à occuper l'usine pour une durée indéterminée.

Peu après midi, la direction locale de la SNIAS avait annoncé qu'une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise était convoquée pour le lundi 21 juin à 16 heures. Elle avait ajouté qu'à l'ordre du jour de cette réunion figurait notamment une information sur l'envoi au directeur départemental du Travail d'une demande de licenciement collectif pour « raison économique structurelle ».

C'est le 30 juin que selon les vœux de la direction l'usine de Déols-Châteauroux de la SNIAS devrait fermer ses portes. Seul serait maintenu le service après-vente qui emploie environ 150 travailleurs.

Aussitôt connue cette décision des patrons, les ouvriers ont décidé d'occuper la totalité de l'usine pour une durée illimitée. La direction avait pourtant assorti cette convocation du Comité d'entreprise de promesses de reclassement et de mutations. Mais les ouvriers qui ne sont pas dupes ont compris que face aux licenciements il n'est qu'une seule attitude juste, la lutte classe contre classe pour imposer : pas un seul licenciement, du travail pour tous !



La délégation du FRETILIN à Paris

DES INFORMATIONS PRECIEUSES

Suite de la page une.

Par contre la situation est excellente pour le peuple de Timor-oriental, fort de 65 000 hommes, qui a d'ores et déjà libéré plus de 90 % de son territoire. Mieux, si l'agression indonésienne se poursuit, d'autres peuples se soulèveront (car l'Indonésie est composée de plusieurs peuples) et chasseront les dictateurs fascistes à la solde de l'impérialisme. Expliquant les raisons des succès du FRETILIN Ramos Horta devait souligner qu'ils sont les résultats de la guerre populaire, une guerre menée par tout le peuple, l'armée n'étant pas un corps parasitaire mais participant à la production et liée aux masses paysannes et populaires. A noter parmi les interventions de la salle, les explications apportées par Régis Bergeron, membre du comité d'accueil, sur les activités impérialistes en

Indonésie : « L'Indonésie, devait-il déclarer, est le pays du tiers monde le plus « aidé » par les pays occidentaux, les organismes comme l'OCDE, le Fonds monétaire international, et un impérialisme jeune, l'URSS, pratique de la même manière, puisqu'elle a multiplié ses délégations à Djakarta et vient d'accorder un prêt de plusieurs millions de dollars à la clique Suharto ».

Jean Chesneaux et Jean Cardonnel qui animèrent le débat devaient clôturer la réunion par une lecture des messages du PCMLF et du PSU et un appel à la solidarité et à l'information sur la lutte d'un petit peuple, d'un petit pays qui ose lutter les armes à la main pour l'indépendance nationale et pour une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Message du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France

A l'occasion de votre visite en France, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France tient à vous exprimer, à vous personnellement, à votre délégation ainsi qu'au glorieux FRETILIN et au peuple de Timor-oriental l'expression de ses sentiments de chaleureuse bienvenue et de solidarité internationaliste prolétarienne.

La classe ouvrière avancée et les masses populaires progressistes de France soutiennent sans réserve la juste cause nationale de votre peuple contre l'odieuse agression dont il est victime de la part du régime fasciste indonésien.

Les succès déjà remportés par les forces armées du FRETILIN dans la guerre de résistance à l'envahisseur augurent dès maintenant de l'inéluctable victoire finale du peuple de Timor-oriental, même s'il doit soutenir une guerre prolongée.

Pour sa part le Parti communiste marxiste-léniniste de France accomplira tous les efforts nécessaires pour faire connaître le juste combat historique de votre peuple sous la conduite du FRETILIN, pour l'assurer d'un soutien politique constant et de principe et pour lui fournir, dans la mesure du possible tout soutien matériel utile.

Avec nos salutations révolutionnaires prolétariennes, chaleureuses et internationalistes.

Paris, le 17 juin 1976

Rhône-Poulenc Textile

Manifestation au péage de Roussillon

Dans tout le groupe Rhône-Poulenc, les travailleurs se mobilisent et se préparent à la lutte contre les licenciements. Des débrayages allant de une à trente deux heures ont été organisés dans les différentes usines du groupe Sud.

Jeudi des délégations d'ouvriers des usines Rhône-Poulenc Textile de Lyon-Vaise, Grenoble, La Vouite, Saint-Fons, Valence, Roanne, Albi et Vénissieux ont participé à une manifestation au Péage de Roussillon, en Isère, contre les mesures de licenciements et de fermetures d'usines principales prise par la direction.

Après quoi, les manifestants se sont rendus devant l'usine Rhône-Poulenc du Péage de Roussillon où travaillent 800 ouvriers parmi lesquels, selon les plans de la direction, 515 devraient être licenciés et 265 « mutés ».

La lutte promet de se poursuivre et de s'étendre. C'est par la lutte classe contre classe, tous ensemble et en même temps, dans tout le trust Rhône-Poulenc que les travailleurs parviendront à mettre en échec les plans de la direction et à empêcher tous les licenciements.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



la France des luttes

La Rochelle

LES METALLOS TOUJOURS SUR LA BRECHE

A La Rochelle, la rude épreuve de force entre les métallos et le patronat rochelais (dont plusieurs sont à la tête d'entreprises filiales de grands trusts) est entrée dans une phase nouvelle depuis l'arrêt de la grève illimitée (pour la plupart le 8 juin). Du fait que pour l'essentiel les revendications n'ont pas été satisfaites, rien n'est réglé.

Le patronat compte sur sa position de refus de satisfaire les revendications ; de leur côté les ouvriers commencent à faire le bilan de la grève, tout en restant mobilisés à l'intérieur des entreprises. C'est-à-dire que, bien que l'approche des vacances se fasse sentir, il existe toujours une certaine tension : pour l'instant les ouvriers ont réduit considérablement la production, dans telle ou telle entreprise, à un moment il y a débrayage, les gars discutent entre eux... parfois aussi des heurts ont lieu avec la maîtrise, des chefs — sans doute un peu trop hargneux — se sont fait canarder à coup de boulons (à la Semat surtout où les ouvriers n'ont rien obtenu). A l'Alstom des « lessivages » de bureaux avaient eu lieu suite à la « reprise du travail... L'ambiance, c'est aussi les manifestations traditionnelles des métallos : coups de sirène, coupures de courant, tam-tam sur la ferraille (parfois au rythme d'un mot d'ordre)... enfin bref, tout sauf s'acharner à la production !

C'est d'ailleurs suite à une coupure de courant que la direction de la Semat avait parlé de lock-out. Les ouvriers s'étaient rassemblés devant la porte, puis la direction venue se renseigner pour savoir s'ils travaillaient ou pas (dans ce dernier cas c'était le lock-out, disait-elle) a dû s'enfuir à toutes jambes. En fait il n'y a pas eu officiellement de lock-out. Après ces actions, ceux de la Semat ont eu les mêmes acquis qu'aux Chantiers navals (SNACRP) ; mais c'est loin de faire le compte. Ceux d'Alstom ont eu en plus 4 ou 5 jours payés (où ils n'avaient pas travaillé) et les salaires « devaient » être revus à la fin du mois.

De son côté le patronat cherche à discréditer les syndicats, ainsi que l'inspecteur du Travail qui dit que ce qui est fait actuellement est illégal. Dans plusieurs usines des équipes de jaunes (recrutés dans les bureaux pour les 3/4) étaient mises en place par la direction pour provoquer les grévistes.

Le patronat dans sa politique de division fait massivement appel aux entreprises de sous-traitance et d'in-

terim. Donc parmi ceux qui viennent travailler, il y en a qui la veille étaient chômeurs. Ces travailleurs n'ayant aucun droit de grève, le patronat compte ainsi les opposer à ceux qui sont « en fixés », briser l'unité et la solidarité de la classe ouvrière.

Par ailleurs, les Renseignements généraux ont téléphoné à la CFDT des Chantiers navals pour savoir si elle participait au rassemblement des « bradés de Giscard » (opération publicitaire montée par les dirigeants révisionnistes PCF-CGT) !

Pour les ouvriers de nouveaux problèmes se trouvent donc posés. Pour l'instant la bagarre continue au niveau de la « production » et des débrayages ; mais avec quelle perspective ?

Il ne faut pas oublier que la reprise du travail avait été votée à une faible majorité. Vote auquel tous ont participé (y compris les non-grévistes) sauf les cadres. Faire voter les non-grévistes, ça n'a rien de très démocratique, au contraire. C'est agir dans le sens de faire reprendre le travail. Ce qui fait que beaucoup ne sont pas con-

tents et que certains veulent de nouveau bloquer les portes. Même s'il y a risque de lock-out, ils disent « autant essayer », car ils estiment que les débrayages ce n'est pas payant.

C'est vrai qu'avec cette forme d'action (très prisée par les révisionnistes qui ont peur d'être débordés par une grève dure) ce sont toujours les mêmes qui sortent ; or s'il y a un acquis les non-grévistes en auront autant et même plus du fait que ce sont les non-grévistes qui ont droit aux augmentations individuelles (à la tête du client).

Cette méthode d'action a donc une portée limitée (désorganise la production), si elle s'éternise, elle décourage les gars et les divise.

Néanmoins des débrayages étaient organisés jeudi matin dans la métallurgie rochelaise, avec un meeting à 10 h à l'Esplanade des Parcs.

Un fait positif, la participation de 80 ouvrières de la CIT qui avait été la 1^{re} usine à reprendre le travail et d'environ 2 000 métallos en tout.

(à suivre)

Conformazout (Montpellier)

Renforcement de l'unité contre le patron

Depuis maintenant une semaine, les 16 ouvriers de Conformazout (cf. HR No 510) sont en grève illimitée contre les licenciements de deux d'entre eux, sous couvert de motif économique. Malgré le refus obstiné du patron de revenir sur les licenciements, les grévistes ne fléchissent pas. Unis comme les cinq doigts de la main, ils décident chaque jour en assemblée générale des actions à mener et de la répartition des tâches pratiques : délégations, banderoles, tracts de popularisation, équipes de diffusion. Conscients que le soutien de tous les travailleurs de la ville est la meilleure garantie pour la victoire, ils préparent avec l'appui du syndicat CFDT du bâtiment et de l'UL une grande campagne de soutien.

Voici le communiqué que les travailleurs nous ont remis :

« Depuis le mercredi 9 juin au matin, les travailleurs de Conformazout sont en grève pour obtenir la réintégration et le reclassement de deux camarades licenciés. Ces camarades ont respectivement 9 ans d'ancienneté et l'un d'eux est âgé de 58 ans ; il y a 16 employés dans la boîte. C'est le

3^e conflit depuis octobre 1975. Les deux premiers qui portaient sur l'augmentation des salaires ont été gagnés par les travailleurs. C'est à la suite de ces conflits qu'interviennent les deux licenciements (...)

Ils luttent également pour obtenir les primes d'insalubrité*, le respect des règles de sécurité sur les chantiers et dans les véhicules, la prime de transport. Pour faire pression sur les familles des travailleurs, la direction a envoyé une lettre au personnel non licencié dans laquelle elle écrit notamment : « Actuellement nous avons des obligations que la grève ne nous permet pas de remplir. L'expérience passée montre clairement que le public se solidarise

le premier jour de grève mais qu'ensuite joue un réflexe de peur qui engendre la méfiance à l'égard de l'entreprise, je vous demande donc de bien réfléchir et de mesurer exactement la conséquence d'un tel acte qui ne peut qu'être préjudiciable à votre avenir ». Les familles ont répondu au patron en se disant solidaires des travailleurs qui ne veulent pas payer les conséquences de la crise !

Pour soutenir ou prendre contact avec les grévistes :

Conformazout
17, route de Nîmes
34000 Montpellier
ou
Syndicat CFDT
construction-bois
7, rue du Carré du roi
34000 Montpellier

* NDLR : il arrive que nous publions dans nos articles, en citant des déclarations de grévistes ou de sections syndicales, des points de vue que nous ne partageons pas. C'est le cas ici pour la revendication qui concerne les primes dites d'insalubrité. En ce qui concerne les primes nous sommes contre, car elles sont toujours un instrument de division et un moyen de faire accepter n'importe quelle

condition de travail. Elles ne sont pas garanties la plupart du temps parce que liées à un poste ou à une production particulière et annulées en cas de mutation. Plus particulièrement en ce qui concerne l'insalubrité, l'hygiène et la sécurité, nous devons refuser de les marchander financièrement mais imposer par l'action collective à la fois des salaires décentes et des conditions de travail tolérables.

Quand la confédération CFDT expose sa conception du syndicalisme

La bande dessinée est à la mode. Dans le numéro de juin de « Syndicalisme magazine », mensuel de la Confédération CFDT, les lecteurs ont pu découvrir une édifiante production qui est en principe destinée à appuyer une campagne d'adhésion et de renforcement de l'organisation. Le sujet en est un travailleur qui découvre peu à peu les mérites du syndicalisme.

Première occasion de réflexion pour Gilbert, le non-syndiqué : après avoir essuyé un refus d'augmentation de salaire de la part de son contre-maitre, Gilbert reste ébahi devant l'« action syndicale » qui après deux heures de discussions avec le patron permet d'obtenir 20 centimes d'augmentation de l'heure.

Gilbert qui bafouillait devant son contre-maitre n'a pas pu obtenir ce que les délégués syndicaux obtiennent dans une discussion acharnée de deux heures ! Où sont les travailleurs, quel est leur rôle ? Ni Gilbert ni les lecteurs ne le sauront. Qui décide des revendications ? En l'occurrence celle-ci n'est pas trop ambitieuse : 20 centimes de l'heure, cela représente à peine 50 F par mois, de quoi ne pas effaroucher un patron en effet !

Mais Gilbert n'est pas au bout de ses surprises : 250 emplois sont menacés, en clair ce sont des licenciements sur la région. Et on retrouve les dirigeants de la fédération en train de « s'en occuper sérieusement » à Paris... ils « négocient difficilement

une nouvelle convention collective !

APRÈS DEUX HEURES DE DISCUSSIONS SERRÉES AVEC LE PATRON...



GILBERT, LUI, N'EN REVENAIT PAS.



Après un dur « affrontement », coups de poing sur la table, les négociations échouent. Alors nos « héros » syndicaux se résignent à l'action, ils décident la grève. C'est Paris qui téléphone et décide la grève, là encore où sont les masses, où sont-elles consultées ? Mystère.

La grève est un succès, mais surviennent des licenciements. L'action syndicale cette fois c'est de brandir la menace d'une intervention en justice pour faire reculer la direction qui bien entendu... cède ! « L'action de la CFDT fait à nouveau reculer la direction. Les militants ne sont pas licenciés ; une action en justice pour défendre les militants avait été envisagée. »

Enfin Gilbert éclairé sur les « mérites » de l'action syndicale court derrière le délégué pour prendre sa carte.

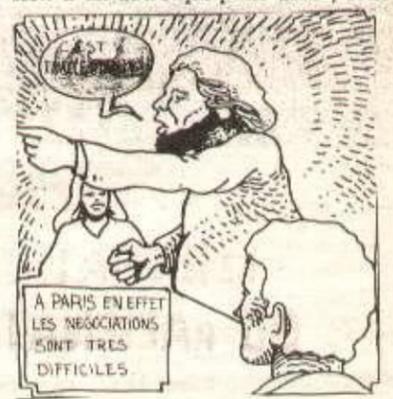
Pour résumer, la bande dessinée, il a peut-être raison » développe une conception bourgeoise et parfaitement réactionnaire du syndicat.

Dans aucune partie on n'y trouve une référence ou même une allusion à une assemblée générale, à un piquet de grève, ou une assemblée de syndiqués.

Les masses sont absentes de cette bande dessinée, qu'elles soient ou non syndiquées d'ailleurs. Par contre on y voit à plusieurs reprises le délégué syndical seul ou un chef fédéral, ou Edmond Maire, en pleine activité : lecture de discours, coups de téléphone, négociations épuisantes !

L'accent n'est pas mis sur le syndicat organisation de classe et de masse ; on n'oppose pas dans ce récit un travailleur inorganisé à d'autres, dont la force est précisément d'être organisés ensemble pour lutter sur des objectifs communs. On y oppose au contraire un travail-

leur seul qui bafouille dans la discussion à un autre qui parle bien ; et le



syndicat est présenté sous l'angle corporatiste : il a une caisse de grève pour « ses » adhérents, il défend « ses » militants en justice. C'est l'aspect organisationnel uniquement qui est présenté et sous un angle qui fait du syndicat une « assurance » contre les mauvais coups de la vie professionnelle et non une organisation de lutte et de classe.

En plus du réformisme qui est essentiellement mis en scène on peut rajouter quelques critiques secondaires qui ne réhaussent pas les mérites d'une telle production : le travailleur inorganisé est un immigré selon toute vraisemblance, est-ce un hasard ? Le dessin lui-même s'inspire de la mode des magazines bourgeois dans le genre et est particulièrement irritant.

Non, vraiment, Raymond n'a pas raison... Ce syndicalisme-là, nous n'en voulons pas.



LYON-BRON GREVE AUX NOUVELLES GALERIES

Le personnel du restaurant des Nouvelles Galeries de Lyon-Bron est en grève depuis le 15 juin pour obtenir une augmentation des salaires. Les cuisiniers quant à eux demandent le renforcement des effectifs, les serveuses soulignent, elles, qu'elles perçoivent en moyenne 300 francs de moins que leurs collègues des autres «Nouvelles Galeries» et entendent ainsi obtenir le même salaire.

ISSOIRE (PUY-DE-DÔME) POURSUITE DE LA GREVE A LA CEGEDUR

La grève se poursuit à l'usine Cégédur d'Issoire (Puy-de-Dôme) où les 150 travailleurs de l'atelier de fusion ont arrêté le travail depuis le 3 juin. Les travailleurs en grève demandent notamment une augmentation de salaire.

BESANÇON LES TRAVAILLEURS DE LIP BLOQUENT UN TRAIN

Les travailleurs de Lip ont montré une fois de plus leur volonté de lutter contre tout licenciement et contre le démantèlement de leur entreprise.

Jeudi, ils ont bloqué le train de 3 h 46 en direction de Paris, en gare de Besançon et l'ont littéralement couvert d'affiches portant inscrit : «Lip vivra», «Halte au chômage».

Les travailleurs de Lip ont également fait plusieurs prises de parole afin de dénoncer «l'assassinat de Lip», ils ont réaffirmé leur volonté de maintenir les 900 emplois à Lip sans démantèlement.

«LIBERATION» OU «ALIENATION»

Décidément le quotidien «Libération» n'en loupe pas une. Dans son édition du vendredi 18 juin, il publie un appel réclamant la légalisation de la drogue. Car pour «Libération», le droit de se droguer ferait partie des libertés fondamentales. Quand on sait que la drogue est un fléau qui ravage la jeunesse américaine et qui tend à s'étendre en France, on est en droit de se demander qui a intérêt à la légalisation de la drogue ; qu'elle soit «douce» ou «dure» n'y change rien. Le problème n'est pas seulement dans les ravages physiques que produit la drogue : il se situe aussi sur le plan culturel. Pourquoi des jeunes se droguent-ils ? Tout d'abord par désespoir pour échapper à l'écrasante oppression de la société capitaliste et aussi parce que la bourgeoisie organise la commercialisation clandestine de la drogue. Autrement dit, la bourgeoisie cherche à détourner sur des paradis artificiels la révolte des jeunes. Il est utile de réfléchir à l'expérience de peuples que les colonialistes et les impérialistes ont cherché à abrutir avec la drogue ou l'alcool. Drogue en Chine, alcool pour les Indiens. La bourgeoisie n'est pas contre la drogue. Et le courant bourgeois représenté par «Libération» est archiréactionnaire ! D'ailleurs il est significatif que «Libération» trouve une page et 150 signatures pour la légalisation des drogues «douces» tandis que l'emprisonnement de l'ouvrier marxiste-léniniste Le Gal n'a suscité que de furtives allusions.

Lettres de camarades paysans



«On n'avait pas vu ça depuis 49». Ici un paysan de la Sarthe (Photo AFP).

S... COMME SECHERESSE

Une catastrophe pour les travailleurs des champs Une aubaine pour les capitalistes

A la télé et dans les journaux la sécheresse qui a commencé ses ravages est présentée comme une «catastrophe nationale». C'est vrai que pour les travailleurs, pour les paysans comme pour les ouvriers et les gens aux revenus modestes, les conséquences sont, et seront dramatiques. Mais il faut voir aussi (cela, bien sûr, on ne le lit nulle part) que pour les rapaces du secteur agro-alimentaire il y a de l'argent à faire...

Cela fait maintenant plusieurs mois que les paysans attendent la pluie. On peut dire que depuis une dizaine de jours c'est devenu la catastrophe : le foin est grillé, le blé n'a pas de forces pour faire du grain, le maïs ne pousse même pas et pour les choux ou les betteraves, n'en parlons même plus ! Pour les éleveurs, les vaches n'ont souvent plus un brin d'herbe à brouter et maintenant la pluie qui pourrait se décider à tomber ne peut plus changer grand chose : les paysans ne savent pas ce qu'ils auront à donner à leurs bêtes cet automne et cet hiver.

Le résultat est déjà le suivant : les vaches donnent 30 % de lait en moins par

rapport à l'an dernier ; les bêtes commencent à maigrir. Devant cette situation

La catastrophe de cette année a montré que rien n'a été fait chez nous au sujet de l'eau : il n'y a pas eu de réserves de faites et celles qui peuvent exister sont inutilisables, il n'y a pas de réseaux d'irrigation, rien. Ajoutons là-dessus la répercussion que peuvent avoir dans les conditions actuelles les conséquences de la pollution des rivières. Quand on pense aux réalisations faites par les Chinois ou les Albanais on voit la différence concrète entre le socialisme et un pays comme la France où chacun doit se débrouiller comme il peut ou bien crever.

on essaie de bazarder les animaux que nous ne pourrions plus nourrir. Mais du coup, les cours dégringolent : un gars qui avait acheté une vache 380 000 AF il y a 3 mois la liquide aujourd'hui pour 250 000 AF. La situation est telle que même à ce prix on nous refuse nos bêtes : les abattoirs de notre coin n'arrivent plus à fournir à la demande.

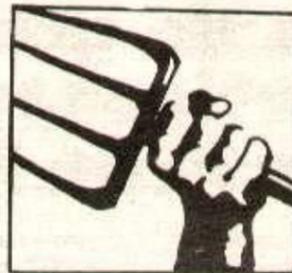
Ceux qui sont les plus touchés sont les petits paysans et aussi les paysans (surtout des jeunes) qui se sont endettés pour se moderniser un peu. Bien sûr on dit quelquefois que la sécheresse atteint tous les paysans, gros ou petits, mais on oublie de dire que les gros ont les reins plus solides. Nous savons bien d'ailleurs que l'Etat et les capitalistes vont voler à leur secours. Mais ceux qui tiraient déjà très dur avant risquent d'être

achevés par cette affaire de sécheresse et dès maintenant, avant que les plus grosses conséquences de la sécheresse arrivent, ils sont déjà au bord de la faillite.

Pendant ce temps-là les capitalistes du secteur agro-alimentaire applaudissent des deux mains.

C'est bien simple, alors que la production de lait baisse de 30 % ils en profitent pour diminuer le prix du lait de 0,03 F par litre (pour la «péréquation» été/hiver) et ils projettent de le diminuer encore davantage : l'Union des industriels laitiers (de l'UBIL) a dit que vu la situation, les paysans ne sont plus à ça près et qu'une nouvelle calamité passerait inaperçue ! Quelques jours plus tard vous avez pu lire dans les journaux que les produits laitiers (beurre, yaourts, fromages) augmentaient de 4 à 5 %... pour le consommateur !

De même les trusts de la viande peuvent aujourd'hui acheter des bêtes pour une bouchée de pain, alors ils



La sécheresse s'étend gravement dans les régions de l'ouest de la France.

Des camarades paysans de deux de ces régions viennent de nous écrire pour nous faire part de la situation et des revendications qu'ils avancent. Amis lecteurs à vos plumes.

stockent à tout casser, et ainsi, lorsque inévitablement (à partir de septembre) les cours vont remonter en flèche, ils pourront revendre la viande au prix fort aux consommateurs.

En fait ces spéculateurs profitent de la situation pour exploiter l'agriculteur et ensuite ce sera au tour du consommateur de trinquer.

Devant les discours rassurants du gouvernement il faut que tous les travailleurs comprennent bien que ces parasites préparent un sale coup : une augmentation énorme du prix des produits agricoles (pour le consommateur, pas pour le paysan !) Consommateurs, familles modestes, vous pouvez déjà préparer vos porte-monnaies. Mais dites-vous bien dès maintenant que ce n'est pas le petit paysan qui profite dans l'affaire !

Pour nous paysans, que ces capitalistes comprennent bien que ce n'est pas la sécheresse qui nous empêchera de nous battre pour imposer une juste rémunération pour notre travail et de lutter plus que jamais contre l'élimination des paysans en difficulté.

Des camarades paysans
d'Ille-et-Vilaine.

Quelle couche de paysans est la plus touchée ?

La sécheresse est une calamité naturelle, une fatalité nous dit-on. Non ! Le responsable, c'est la bourgeoisie au pouvoir. Elle a fait le choix de faire supporter les méfaits de la nature aux paysans les plus démunis.

Les paysans les plus touchés sont d'abord les petits paysans pauvres. Ceux-ci ont un petit troupeau de vaches qui ont leur début de lactation au printemps. La chute de lait subie à ce moment laisse prévoir une perte de lait de 500 l par vache. Ces petits paysans, n'ayant pas de fourrages précoces, ne peuvent nourrir les bêtes ni faire de récoltes pour l'hiver prochain.

Nous exigeons immédiatement de l'Etat une somme de 4 000 F pour chaque paysan, équivalant à la perte de revenu subie. Ce calcul est fait sur la base du petit paysan ayant un troupeau de 10 vaches laitières, dont le déficit par unité est de 500 l au prix de 0,80 F le litre de lait.

Des camarades paysans
de Basse-Normandie.

MINISTRE DE L'ÉDUCATION LES RÉVISIONNISTES PRÉPARENT LES ÉLECTIONS DE 1978 :

Profitant des déclarations fascisantes de Poniatowski à propos des fonctionnaires, une cellule du PCF de l'Administration centrale du ministère de l'Éducation vient de se lancer dans une prétendue «contre-offensive» en vue de la préparation des élections de 1978.

Dans son journal du mois de juin un article intitulé : «Fonctionnaire et communiste aujourd'hui et demain» fait le point des conceptions révisionnistes sur l'appareil d'Etat et la politique qu'ils entendent mener une fois arrivés au pouvoir.

Le principe est clairement affirmé : «La démocratisation de l'appel d'Etat est indispensable». Mais plus significatives encore sont les mesures qui seront prises pour effectuer cette fameuse démocratisation : «elle se traduira vraisemblablement par des changements d'hommes au niveau du cabinet, de certains postes de directeur, de certains recteurs ; au total une poignée de commis des monopoles qui ont entièrement fait allégeance au régime actuel».

la démocratisation tant vantée aux masses populaires comme le seul remède à tous les maux du capitalisme consiste tout simplement à changer quelques hommes et encore pas tous, notons-le !

Quand les travailleurs qui font l'expérience quotidienne de la lutte contre cet Etat entièrement organisé pour l'application de la politique de la bourgeoisie et la répression de ceux qui s'y opposent, ils peuvent se demander, à juste titre, ce que changera vraiment l'Union de la gauche au pouvoir. Surtout quand les révisionnistes ajoutent : «Nous sommes au service de la nation, nous avons un devoir de loyauté envers les institutions qu'elle s'est données, même si nous avons des réserves sur le caractère démocratique de l'expression du suffrage universel aujourd'hui. Nous sommes donc dévoués et obéissants, dans l'exercice de nos fonctions, envers notre ministre... Dans ce cadre nous sommes fermement attachés à la qualité de notre travail, nous avons une trop haute conscience professionnelle pour couvrir comme certains leur incompetence et leur paresse d'un voile idéologique».

Voilà pour les travailleurs peu zélés à servir les intérêts de la bourgeoisie : des faîneurs !

La méthode utilisée par les révisionnistes consiste à camoufler la nature de classe des institutions sous prétexte qu'elles sont issues de consultations électorales, dont ils feignent d'ignorer qu'elles se passent sous l'entier contrôle idéologique, politique et organisationnel de la bourgeoisie en pleurnichant qu'elles ne sont pas assez démocratiques, c'est-à-dire en termes clairs qu'elles ne leur donnent pas une place assez grande.

(à suivre)



informations générales

Quand les organisations dites de gauche soutiennent les paysans de Naussac

Les paysans de Naussac, conscients que leur lutte doit être celle de tous les travailleurs de la Lozère face au chômage et à l'exode, ont convoqué le 12 juin les organisations politiques et syndicales du département afin de savoir si ces organisations participent au rassemblement des 7 et 8 août.

Pour les organisations agricoles, le MODEF n'avait pas répondu à leur invitation (tout comme la FDSEA). Seul le CDJA s'est engagé à participer au rassemblement prévu.

Le PC et le PS étaient aussi absents. La CFDT avait délégué un membre de l'UL de Mende, mais ne semble pas envisager un

soutien enthousiaste et mobilisateur. Quant à la CGT, présente également, elle craint que « ce rassemblement soit plus folklorique que politique et ne veuille pas s'y retrouver auprès d'organisations venues là pour se faire valoir ». Le représentant de la CGT a d'ailleurs fait lourdement entendre qu'avec un changement de gouvernement... il n'y aurait plus de barrage de Naussac. Les paysans ne sont pas dupes. Ils ont compris que ces organisations refusaient de fait de soutenir leur lutte.

Lors de cette réunion les communistes de l'Humanité-Rouge de Lozère ont réaffirmé leur soutien à la juste lutte des petits paysans de Naussac et comptent sur la présence de nombreux camarades les 7 et 8 août afin de dire avec force avec tous les travailleurs de la région réunis autour des habitants de Naussac :

« Nous voulons vivre et travailler au pays ».

GRENOBLE MANIFESTATION REGIONALE CONTRE LA REPRESSION

LE SAMEDI 26 JUIN
RASSEMBLEMENT A 10 HEURES
PLACE SAINT-BRUNO

Contre les expulsions qui frappent nos frères immigrés, contre la répression

GRAND MEETING A MONTPELLIER LE 22 JUIN

Mardi 22 juin à 20 H 30, au centre Lacordaire près de l'Esplanade, la section de Montpellier de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) organise un grand meeting contre l'expulsion de 4 étudiants africains résidant à la

Maison d'Afrique de la Cité internationale universitaire de Paris, contre l'expulsion de travailleurs pakistanais, contre celle des travailleurs immigrés résidents des foyers Sonacotra, ainsi que contre la répression qui frappe toute la classe ouvrière de France

et la jeunesse. Ce meeting reçoit le soutien de l'Humanité-Rouge, de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) et d'organisations anti-impérialistes de Madagascar, de Guadeloupe, des Comores, etc.

**AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE**

SOUTIEN A ROMAIN LE GAL

Du rassemblement ouvrier organisé à Lyon par l'Humanité Rouge

Les participants au Rassemblement ouvrier organisé à Lyon t'apportent leur soutien militant pour te dire que tu n'es pas seul face à la répression.

La bourgeoisie s'affole de voir la lutte des masses populaires se développer un peu partout. Aussi elle jette bas le masque du « libéralisme » pour brandir contre les travailleurs son appareil d'Etat, sa police, son armée...

La bourgeoisie exerce sa violence de classe contre le docteur Siméoni, le viticulteur Albert Teisseyre, le petit paysan Jacques Villiers, contre toi Romain et d'autres camarades de l'Humanité-Rouge.

Même violence quand elle fait intervenir sa police, ses CRS contre les grévistes de Paris-Rhône, du Compresseur frigorifique, de Caron-Ozanne ou son armée contre les éboueurs de Manin-Ordures-Service, même violence lorsque la bourgeoisie licencie 7 grévistes de la SNAV, 4 délégués de Paris-Rhône, 176 grévistes du Compresseur frigorifique ou quand elle fait charger les manifestations étudiantes et expulser nos frères de classe, les travailleurs immigrés en lutte.

La bourgeoisie s'imagine intimider les ouvriers

français et immigrés, les petits paysans, les étudiants et lycéens, mais elle se trompe car elle ne fait que renforcer leur détermination à renverser le système d'exploitation capitaliste.

Nous exigeons :

- la dissolution immédiate de la cour de sûreté de l'Etat
- la libération immédiate de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques
- halte à la répression.

De 18 enseignants du CES de Dol de Bretagne

Depuis plusieurs mois, l'Etat multiplie les emprisonnements de militants syndicaux et politiques.

C'est le cas du Corse E. Siméoni, du petit viticulteur A. Teisseyre, de soldats et de militants CFDT en décembre dernier, de l'agriculteur J. Villiers, du Breton Pierre Loquet et tout dernièrement de militants marxistes-léninistes de Lorient dont Romain Le Gal, accusé de « reconstitution de ligue dissoute » (le PCMLF a été interdit le 12 juin 68).

Il accentue les mesures de répression violente contre les militants ouvriers

syndicalistes et les délégués syndicaux ; contre les étudiants et lycéens en lutte ; contre les paysans (en peu de temps : 13 condamnations à Morlaix, 9 à Quimper, 13 à Dinan) ; il arrête et expulse des travailleurs immigrés pakistanais et 16 travailleurs algériens, marocains, tunisiens de la Sonacotra ; il interdit le FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) révélant ainsi sa complicité avec le pouvoir fasciste espagnol ; il multiplie les perquisitions et les opérations « coup de poing » sous prétexte de lutter contre la criminalité.

Ces emprisonnements, ces mesures de répression sont une attaque directement menée contre les luttes populaires : c'est l'ensemble du mouvement populaire que le pouvoir veut briser.

Nous nous associons au large mouvement de protestation qui se développe, pour exiger avec force :

- la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux
- la levée immédiate de toutes les inculpations
- la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat, créée à la fin de la guerre d'Algérie contre les assassins de l'OAS et utilisée à présent contre les militants politiques
- la levée de l'interdiction du FRAP et du PCMLF
- l'arrêt immédiat des expulsions de travailleurs immigrés

Du CDHR Politzer (extraits)

Cher camarade,

Nous t'exprimons notre solidarité de classe et notre soutien face à la répression que tu subis. En te frappant, la bourgeoisie cherche à détruire ce que tu représentes : les masses à l'offensive et leur avant-garde qui les conduira à la révolution prolétarienne !

« Etre attaqué par l'ennemi est une bonne chose ! »

Que la bourgeoisie prenne garde ! La lutte est engagée, nous sommes déterminés à obtenir ta libération ainsi que celles de tous les prisonniers politiques, la levée des inculpations pour toi et pour tous les autres camarades et à poursuivre le combat jusqu'à la victoire finale ! (...)

Nous te saluons fraternellement et te souhaitons bon courage !

Libération immédiate de Romain Le Gal !
Levée des inculpations contre J et G David, H Jegouzo, J Leforestier !

Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Dissolution de la cour de sûreté de l'Etat !
CDHR Politzer.

Communiqués

Le Comité d'Orléans de l'Association des amitiés franco-chinoises organise une exposition sur **Les femmes en Chine** LE LUNDI 21 JUIN 1976 VENEZ NOMBREUX A PARTIR DE 21 H SALLE HARTOUINEAU

Le comité de l'Association des amitiés franco-chinoises des 3e et 4e arrondissements de Paris fait savoir qu'il organisera une projection du film « Hong Yu, le médecin aux pieds nus » le mardi 22 juin à 20 heures au cinéma « le 14 juillet » 4 boulevard Beaumarchais Paris Métro Bastille.

PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

Le numéro 24 vient de sortir :
On y trouvera au sommaire notamment :
- La critique des sophismes révisionnistes de Teng Siao-ping dans l'industrie et les transports
- Sur la révolution dans la littérature et l'art
- A propos de la 4e session de la CNUCED
- Un commentaire sur les déclarations du gouvernement soviétique sur le problème moyen-oriental
ainsi que de nombreuses autres informations sur la Chine et internationales.

LIVRAISONS

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.



Radio

A l'émission d'Anne Gaillard sur France-Inter

LES OBJECTIFS DE LA PRESSE POUR JEUNES

L'émission d'Anne Gaillard du 16 juin portait sur les revues que le monde du show-business destine à la jeunesse, «Hit, Podium, Mle Age tendre» etc...avec pour invités les responsables de ces journaux. Étaient également invités un journaliste du «Monde», un responsable de «Terminal» et Maxime Le Forestier.

D'abord à qui s'adresse cette presse ? Il est dit en filigrane «aux jeunes ouvriers». Car, n'est-ce pas, la revue «bien», «Terminal», s'adresse comme son nom l'indique aux lycéens, «plus intelligents ceux-là»... Quel mépris de la classe ouvrière ! Cette presse s'adresse à un public jeune, très jeune, à partir de onze à douze ans... Il s'agit d'encadrer idéologiquement rapidement notre jeunesse.

Alors que font ces messieurs ? Ils donnent des informations croustillantes

sur la vie privée des vedettes, toujours les mêmes : à savoir Clo-Clo (prudent : il possède sa propre revue, "Podium" ainsi il est sûr que l'on parlera de lui), Sylvie et Johnny et d'autres moins connus. Ces informations sont fausses d'ailleurs, mais «ça fait rêver les jeunes», nous dit-on. Merci bien.

Les buts de ces gens sont clairs. Cyniques et sans scrupules ils avouent qu'ils font ça :

- pour le fric : et au journaliste qui lui disait «mais enfin, c'est médiocre, débile» un responsable des éditions Fillipachi répondit : «que voulez-vous que ça nous fasse, ça marche fort, très fort». Malgré tout il y en a parmi eux qui s'offusquent hypocritement quand Anne Gaillard parle d'exploitation. Mais tout le monde tombe d'accord pour dire qu'une revue doit être

rentable. Il faut bien vivre ! - pour distraire les jeunes de la révolution, des luttes et des problèmes quotidiens. Le même responsable que précédemment de dire : «il vaut mieux qu'ils lisent ça plutôt que de jeter des pavés». Une autre crapule : «C'est mieux qu'on les renseigne sur la vie privée des "artistes" plutôt que de leur "donner la recette des cocktails Molotov"».

On veut distraire les jeunes de leurs vrais problèmes, à savoir le chômage, l'exploitation quotidienne, le travail à la chaîne, leur faire oublier que pendant qu'ils triment il y en a d'autres qui vivent grassement en s'en mettant plein les poches.

La part du rêve pour ces bourgeois, c'est la réussite individuelle, et Nicoleta de dire «Nous venons des milieux populaires et ça montre qu'on peut s'en sortir».

Ne vous en faites pas, messieurs-dames, nous nous en «sortirons», mais pas de la même situation. La classe ouvrière et sa jeunesse renverseront le régime capitaliste qui vous fait vivre à nos dépens. Notre rêve c'est pas de devenir des bourgeois mais de construire un monde juste et beau, où les travailleurs auront le pouvoir. On ne distrait pas si facilement les gens de leur misère.

Une lectrice.

PS A noter que Maxime

Le Forestier n'a pas pipé mot. Pourtant il semble avoir des prétentions à être un chanteur «subversif» !

La diététique au service de la crise

Raymond Olliver, bedonnant et revenant de vacances nous a prescrit à la radio une solution miracle pour maigrir : le matin une tasse de thé et un fruit, à midi un morceau de viande (à choisir dans les bas-morceaux, ceux que les Français, paraît-il, dédaignent) à faire griller, sans graisse (le bas-morceau en a suffisamment) et pas de légumes. Ceux-ci sont réservés pour le soir et il nous conseille une assiette bien pleine, de carottes, avec une noix de beurre, juste une noix et un fruit. Il paraît que l'on maigrît à vue d'œil et que de surcroît, ce n'est pas le moindre mal, on fait des économies. A qui s'adresse ce genre de «conseils diététiques» ? Peut-être aux chômeurs ou à ceux qui gagnent un salaire de misère ? C'est peut-être un bon moyen de faire passer le geste de «se serrer la ceinture» pour un geste naturel qui contribue à faire garder une silhouette «élégante» ? A moins que ces conseils ne soient pour les bourgeois et les bourgeois, trop gros à force d'engraisser sur le dos de la classe ouvrière ?...

Cinéma

La dernière femme

De Marco Ferreri

Voici encore, sous de (bien discrètes) allures «dérangantes» un de ces films-symptômes de l'asphyxie dans laquelle perd son souffle le cinéma bourgeois d'aujourd'hui.

La caméra n'évolue plus qu'entre les quatre murs d'un appartement de cité-dortoir. Le scénario est d'une désespérante banalité ; les personnages n'ont visiblement rien à se dire (ou si peu !). Et même si le but recherché n'est pas de faire du porno, c'est pour retomber dans un exhibitionnisme encore plus dégradant, parce que paré des apparences de la «vérité psychologique» et de la «spontanéité naturelle».

On commence par nous présenter un ingénieur chimiste dans son usine en grève, déclarant «se sentir proche des ouvriers» contre lesquels des vigiles fascistes excitent des chiens de combat. Mais cela ne va pas plus loin. («Moi, j'aime cette usine», précise-t-il...) et Monsieur l'ingénieur n'éprouve pas plus de sentiments de révolte face aux forêts de «cages à lapin» qu'il voit de sa fenêtre, chez lui. Car ses petits problèmes sont ailleurs : son divorce, l'éducation de son fils, dont il a la garde, et qu'il couve comme une vieille nounou, ses fougues contrariées de

joueur bestial... Venant épicer ce rata réchauffé, Ferreri prétend alors développer toute une considération (vaseuse à souhait) sur la crise de la famille, des rapports homme-femme, l'oppression de celle-ci, l'aliénation par la sexualité, etc.

Lorsque Monsieur l'ingénieur avoue avoir la «tête trop petite pour comprendre», on mesure à quel point d'impudeur atteint ainsi Ferreri dans son désarroi de bourgeois pour qui le couple serait de toute façon un «égoïsme à deux»... De toute façon ?... Non, à la façon bourgeoise et réactionnaire, en tout cas, puisque Ferreri, qui a commencé sa carrière en Espagne franquiste, ne conteste en fait

rien du tout. Il ne propose strictement rien non plus, remarquez bien, en homme prudent qu'il est ! Si ce n'est le désespoir suicidaire d'une immonde auto-castration de son «héros» (au couteau électrique).

Un film infect, rongé des sales et mesquines obsessions d'une classe qui regarde complaisamment sa déperdition morale, des images grossières et répugnantes : c'est ce à quoi a applaudi une bonne partie de la critique «de gauche».

Correspondant HR.



POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Programmes TV

SAMEDI 19 JUIN

TF 1

19 H 20, 20 H et 23 H 10 : la bourgeoisie vous informe.
21 H 30 : Regan. Toujours très proche des problèmes sociaux d'actualité, ce feuilleton présente l'activité de flics, style commando d'intervention, comme la solution à ces problèmes. Ce qui fait passer ces crapules tour à tour pour des nounous, des assistantes sociales, des copains compréhensifs, des incompris, etc. C'est une nouvelle tendance du feuilleton policier (voir «L'homme de fer»).

A 2

19 H 20, 20 H et 23 H 50 : la bourgeoisie vous informe.
20 H 35 : Le cheval évanoui. Comme les romans de Sagan, cette pièce respire l'atmosphère teutée, artificielle et hypocrite du milieu de la grande bourgeoisie aristocratique. Ce sont les héros de ce milieu qui intéressent Sagan, leurs problèmes de cœur. Une œuvre pour bourgeoisie mélancolique et désœuvrée.

FR 3

19 H 20, 19 H 55 et 22 H : la bourgeoisie vous informe.
20 H : Outre-mer. Une petite demi-heure sur l'île de Mayotte, île des Comores, sans doute pour flatter et féliciter ceux qui permettent à l'impérialisme français d'y maintenir sa domination.
20 H 30 : Le «Giro» d'Italie. Émission sur le tour cycliste d'Italie, une épreuve très dure. On nous montre les coulisses du tour. Parlera-t-on de l'utilisation de ces coureurs et de leur capacité

(utilisation qui va parfois jusqu'au dopage) par les grandes firmes pour se faire du fric ?.

DIMANCHE 20 JUIN

TF 1

19 h 45 et 23 h 25 : la bourgeoisie vous informe.
20 h 30 : Shalako. Film US de E. Dmytrick (1968). Sacrifiant à la mode du «western-spaghetti», Dmytrick se complait dans les cow-boys et les Indiens «crasseux» et des scènes d'une violence totalement gratuite. Une publicité a été faite au film simplement à cause de la présence de Sean Connery (ex-James Bond 007) et Brigitte Bardot.

FR 3

22 h 15 : la bourgeoisie vous informe.
20 h 30 : Les visiteurs du dimanche soir. Le rire. Une question est posée : le rire est-il subversif ? Fausse question le rire peut aussi bien être l'arme odieuse du plus raciste des réactionnaires, mais être également utilisé par les révolutionnaires dans leurs combats : il a existé des «clowns rouges» (en URSS bolchévique), voir Dario, etc.

22 h 30 : Nosferatu le vampire. Film allemand de Murnau (1921). Considéré comme un chef d'œuvre du cinéma «expressionniste», ce film, utilisant des effets très sobres et bénéficiant de l'attrait du muet, est un produit typique de la crise

idéologique qui survient après la guerre de 14-18 en Allemagne. Très mystique et inquiétant, cet «expressionniste» transmet les effets de la décadence et de la pourriture du capitalisme sous les traits d'un mal directement sorti de «l'Enfer».

LUNDI 21 JUIN

TF 1

19 h 20, 20 h et 23 h 25 : la bourgeoisie vous informe

21 h 50 : Le Tour de France d'un coursier. «On» se prépare au «Tour de France»-76. Et les projecteurs sont braqués sur Merckx. Personnage antipathique, Merckx est connu — en particulier par nos camarades belges — pour avoir profité de sa «gloire» pour se lancer dans le métier de PDG.

FR 3

19 h 20, 19 h 55, 23 h : la bourgeoisie vous informe.

20 h 30 : Le Voyou. Film de Claude Lelouché de 1970. Un truand évadé plus une secrétaire de direction plus l'ancienne maîtresse du truand qui est mariée à un industriel. Un joli panier fait de marginaux et de bourgeois où sont mêlés le «suspens policier» et la pourriture idéologique (Trintignant — le truand — se sent tout à fait capable d'aimer la fille qu'il a eu de sa maîtresse !).

COMMENT REALISE-T-ON LA DEMOCRATIE EN ALBANIE

La revue «Puna» publiée par le Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie a reproduit récemment un important article sur une question qui préoccupe fondamentalement tous les travailleurs de notre pays. Comment la démocratie prolétarienne fonctionne-t-elle dans un pays socialiste ? Par quels moyens se réalise le pouvoir de la classe ouvrière ? Comment les masses populaires contrôlent-elles réellement ce qui se fait en leur nom ?

Nous en reproduisons ci-dessous de larges extraits.

Avant de donner une réponse à cette question, je pense qu'il serait utile et indispensable de souligner que les classes exploiteuses et leurs partis politiques abusent énormément du terme démocratie — qui veut dire le peuple au pouvoir — pour dissimuler devant les masses la nature de leur domination politique. Les classiques du marxisme-léninisme enseignent que l'État est la machine d'une classe qui s'en sert pour défendre ses propres intérêts politiques et économiques et pour opprimer et soumettre les autres classes. Il n'y a pas d'État au-dessus des classes, il n'y a pas d'État de tout le peuple, comme le prétendent les opportunistes de tout acabit et les idéologues bourgeois. L'État est démocratie pour la classe au pouvoir et oppression et violence pour les autres classes. L'État bourgeois, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente, que ce soit sous la forme de la monarchie ou de la démocratie, est, dans son essence, une dictature de la classe bourgeoise qui défend les intérêts de la bourgeoisie et opprime par la violence les larges masses travailleuses, les oblige à se soumettre à la volonté de la bourgeoisie, à la servir. Pour les masses travailleuses, il n'y a pas là de démocratie, il n'y a pas de liberté...

LE PEUPLE RÉALISE LE GOUVERNEMENT PAR LUI-MÊME

Les classiques du marxisme-léninisme considèrent le caractère de l'État à partir de positions révolutionnaires, par la question de savoir quelle classe détient le pouvoir d'État, les intérêts de quelle classe il défend. Considérée à partir de ces positions, la dictature du prolétariat est le type le plus élevé de démocratie, son stade ultime et suprême. Elle est le pouvoir de la classe ouvrière et des masses travailleuses, elle est le pouvoir de la majorité écrasante, elle est donc la démocratie au profit de la majorité. Ce grand principe est également énoncé à l'article 2 du projet de la nouvelle Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie, qui dit : «La République populaire socialiste d'Albanie est un État de dictature du prolétariat qui exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs».

En dehors de la dictature du prolétariat, sans celle-ci il ne peut pas y avoir de démocratie véritable pour les masses ; toute autre assertion, tout embellissement de l'État bourgeois ou révisionniste sont d'un bout à l'autre duperie pour abuser les masses travailleuses au moyen des mains des classes exploiteuses au pouvoir pour détourner les masses travailleuses de la voie révolutionnaire, de leur lutte pour renverser les États bourgeois et révisionnistes et instaurer la dictature du prolétariat...

Notre démocratie est une démocratie en action où le peuple réalise le gouvernement par lui-même.

L'un des indices de notre démocratie en acte ce sont les élections des représen-

tants aux organes du pouvoir par le peuple lui-même de sa propre volonté...

Les élections des représentants du peuple aux organes du pouvoir chez nous donnent lieu à une grande activité politique, économique et sociale. Les réunions pour proposer les candidatures et les discuter se transforment en débats révolutionnaires massifs ardents.

À ce sujet le camarade Enver Hoxha a dit : «Le peuple fait tout cela dans de larges réunions publiques, libres, sans le moindre obstacle et sans réserve. Il a désormais acquis le droit et la maturité politique pour critiquer tous ceux qui se trompent, pour condamner tous ceux qui commettent des erreurs et louer et encourager ceux qui travaillent bien et il est conscient de la vraie force de la démocratie de la majorité, de notre démocratie prolétarienne».

Il en va autrement dans les pays capitalistes. Dans certains de ces pays, ont lieu les prétendues élections pour les parlementaires, les «congressmen» et les sé-

plissent pas comme il faut les tâches qui leur ont été confiées en tant que représentants des masses. Chez nous il existe une pratique de travail permanent et une tâche importante pour les membres des conseils populaires et les députés : la rencontre de temps à autre avec les électeurs et l'obligation de leur rendre compte de leur activité. Durant la rencontre et le compte rendu d'activité on analyse le travail accompli, on fait des observations, des critiques, ce qui offre aux élus la possibilité d'entendre la voix des masses et de transmettre leurs doléances aux organes du pouvoir, qui en tiennent compte dans toute leur activité.

Le développement de la démocratie socialiste, son expansion incessante en tant que condition indispensable de l'existence de la dictature du prolétariat sont réalisés à travers la lutte contre le bureaucratisme, le technocratisme et le libéralisme.

LE PARTI DIT CE QUE LE PEUPLE VEUT LE PEUPLE FAIT CE QUE LE PARTI DIT

... Pour que les masses jouent comme il faut leur rôle en tant que maîtres du pays ayant pleinement le droit d'exercer l'action de gouvernement par eux-mêmes, le Parti du travail d'Albanie a effectué et



Une réunion de bûcherons discutant des affaires de l'État.

nateurs, mais ce sont des élections non démocratiques. Dans certains de ces pays, récemment on a reconnu aux femmes le droit de prendre part aux élections, dans certains autres elles n'ont pas encore obtenu ce droit, dans certains autres encore les militaires sont exclus du droit de vote, dans nombre de pays les droits des travailleurs sont extrêmement limités par des conditions nombreuses créées par la bourgeoisie, à savoir le bas niveau de culture, la méconnaissance des lois, le manque de fortune, etc.

... Les masses populaires ont non seulement le droit d'élire leurs représentants aux organes du pouvoir, mais ils ont encore pleinement le droit d'exercer le contrôle sur leurs représentants et sur les organes du pouvoir. Elles ont pleinement le droit de révoquer avant la fin de la législature ceux des représentants qui n'ont pas justifié la confiance des masses, qui n'accom-

plissent pas comme il faut les tâches qui leur ont été confiées en tant que représentants des masses. Chez nous il existe une pratique de travail permanent et une tâche importante pour les membres des conseils populaires et les députés : la rencontre de temps à autre avec les électeurs et l'obligation de leur rendre compte de leur activité. Durant la rencontre et le compte rendu d'activité on analyse le travail accompli, on fait des observations, des critiques, ce qui offre aux élus la possibilité d'entendre la voix des masses et de transmettre leurs doléances aux organes du pouvoir, qui en tiennent compte dans toute leur activité.

Toutes les importantes questions économiques, politiques, culturelles, scolaires, militaires et autres deviennent des problèmes de masses, sont soumises à leur appréciation, et les masses expriment, à propos de ces problèmes, librement et avec un plein sens des responsabilités, leurs opinions, elles font des observations et formulent des propositions, les corrigent et les complètent.

... Les débats populaires sont devenus une méthode de travail chez nous. Le parti et l'État s'adressent aux masses non seu-

«Sans démocratie socialiste, il n'y a pas de dictature du prolétariat, comme il ne peut y avoir de démocratie authentique pour les travailleurs sans dictature du prolétariat.»

Enver Hoxha

lement pour l'élaboration des plans économiques mais aussi pour tout autre problème et pour la préparation des lois. Un vaste débat populaire s'est déroulé pour l'élaboration du nouveau Code de travail, ou bien pour la nouvelle loi des assurances sociales et des pensions, etc. Le vaste débat populaire sur le projet de la nouvelle Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie, qui se poursuit dans tout notre pays, est un autre fait témoignant au mieux de notre démocratie socialiste en action.

L'un des principaux aspects du développement de notre démocratie socialiste, et cela en tant qu'importante question de principe, c'est le contrôle des masses, direct et de bas en haut, sur les organes du pouvoir et sur toute leur activité. Ce qui est décisif dans ce sens, c'est le contrôle direct de la classe ouvrière.

... Le contrôle ouvrier s'étend sur tout et sur tous, aussi bien à la ville qu'à la campagne. En fait, le contrôle ouvrier est l'expression de l'opinion et de l'attitude de la classe ouvrière sur les problèmes politiques, économiques et sociaux.

Parmi les autres aspects importants de notre démocratie socialiste en acte, citons encore les mesures que le parti a prises pour perfectionner les rapports cadres-masses, la réalisation de la rotation systématique des cadres allant des postes dirigeants à la base, des administrations à la production et vice-versa ; la mise en œuvre, suivant de solides critères, de la participation des cadres et de tous les hommes du travail intellectuel au travail direct de production ; l'obligation des cadres de rendre systématiquement compte de leur activité aux masses, etc. Tout cela a eu pour effet que tous les cadres, de n'importe quel échelon et niveau, sont placés sous une double dépendance, aussi bien sous celle des organes du parti et de l'État prolétarien que sous la dépendance directe venant d'en bas, des masses travailleuses.

La lutte pour l'émancipation complète de la femme est considérée dans notre pays comme l'une des conditions les plus importantes de la mise en œuvre de la démocratie socialiste. Chez nous on lutte de toutes ses forces et par tous les moyens pour que la femme occupe la place qu'elle mérite dans la vie productive, politique, sociale, culturelle-scolaire, pour qu'elle bénéficie, dans la vie et dans la pratique, de l'entière égalité des droits avec l'homme.

Voilà pourquoi notre peuple dit avec fierté que dans notre pays existe l'ordre le plus démocratique, la démocratie socialiste, la démocratie de la majorité écrasante, où le peuple est le maître de ses propres destinées et exerce lui-même le privilège de se gouverner par lui-même. Ainsi donc, c'est seulement par l'avènement de la dictature du prolétariat que les masses travailleuses peuvent s'assurer une démocratie authentique et complète.